

R A P P O R T N° 97

Harmonisation du statut des ouvriers et des employés – Pensions complémentaires – Article 14/4, § 2 de la LPC – Évaluation

7 juin 2016

2.806-1

R A P P O R T N° 97

Objet : Harmonisation du statut des ouvriers et des employés – Pensions complémentaires
– Article 14/4, § 2 de la LPC – Évaluation

En exécution de l'avis n° 1.893 du 12 février 2014, l'article 14/4, § 2 de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (LPC) dispose que les commissions et/ou les sous-commissions paritaires qui sont compétentes pour la même catégorie professionnelle ou pour les mêmes activités d'entreprise doivent transmettre au Conseil national du Travail, respectivement pour le 1^{er} janvier 2016, le 1^{er} janvier 2018, le 1^{er} janvier 2020 et le 1^{er} janvier 2022, un rapport dans lequel elles donnent un aperçu des travaux qui ont été réalisés pour mettre fin à la différence de traitement qui repose sur la distinction entre ouvriers et employés.

Sur la base de ces rapports, le Conseil doit transmettre aux ministres de l'Emploi et des Pensions, respectivement pour le 1^{er} juillet 2016, le 1^{er} juillet 2018 et le 1^{er} juillet 2020, une évaluation des progrès réalisés au niveau sectoriel en ce qui concerne la suppression de la différence de traitement qui repose sur la distinction entre ouvriers et employés. Pour le 1^{er} juillet 2022, le Conseil leur transmettra également une évaluation supplémentaire où sont identifiées les commissions et/ou sous-commissions paritaires qui n'ont pas déposé de protocole d'accord ou qui, si elles en ont déposé, n'ont pas, depuis ce dépôt, fait de progrès supplémentaires en vue de la suppression de la différence de traitement qui repose sur la distinction entre ouvriers et employés.

Le présent rapport constitue la première évaluation par le Conseil des progrès réalisés par les secteurs dans l'harmonisation des pensions complémentaires, en vue d'ainsi mettre fin à la différence de traitement qui repose sur la distinction entre ouvriers et employés en matière de pensions complémentaires.

L'examen de ce dossier a été confié à la Commission des relations individuelles du travail et de la sécurité sociale.

Sur rapport de cette commission, le Conseil a émis, le 7 juin 2016, le rapport suivant.

x x x

RAPPORT DU CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL

I. INTRODUCTION

A. Historique

Le Conseil national du Travail a émis, le 12 février 2014, l'avis n° 1.893 sur un avant-projet de loi relative à la création d'un cadre légal pour la suppression progressive des différences de traitement qui reposent sur la distinction entre ouvriers et employés en matière de pensions complémentaires. Cet avis porte sur le volet de l'avant-projet de loi relatif à l'harmonisation des pensions complémentaires.

Le Conseil y développe un cadre général qui doit guider les secteurs et les entreprises dans le processus d'harmonisation des statuts des ouvriers et des employés en matière de pensions complémentaires.

Sur la base des propositions formulées dans ledit avis, l'avant-projet de loi a été adapté pour devenir la loi du 5 mai 2014 portant modification de la pension de retraite et de la pension de survie et instaurant l'allocation de transition dans le régime de pension des travailleurs salariés et portant suppression progressive des différences de traitement qui reposent sur la distinction entre ouvriers et employés en matière de pensions complémentaires. Le titre III de cette loi élargit la LPC au moyen d'un certain nombre de nouveaux articles qui prévoient un régime visant à mettre fin à la différence de traitement qui repose sur la distinction entre ouvriers et employés en matière de pensions complémentaires.

Dans son avis n° 1.893, le Conseil adhère à la technique développée par l'avant-projet de loi en vue de supprimer progressivement les différences de traitement qui reposent sur la distinction entre ouvriers et employés en matière de pensions complémentaires. Cette suppression progressive signifie qu'une période transitoire est prévue. Pour les périodes de travail à partir du 1^{er} janvier 2025, il ne pourra plus y avoir de différences de traitement qui reposent sur la distinction entre ouvriers et employés en matière de pensions complémentaires. Les périodes de travail antérieures à cette date sont immunisées à condition que le processus d'harmonisation soit suivi.

Le fait que la date limite à laquelle les différences de traitement qui reposent sur la distinction entre ouvriers et employés doivent être supprimées soit éloignée dans le temps se justifiait par le souci de sauvegarder la sécurité juridique et de préserver les objectifs de la LPC (élargissement et approfondissement du deuxième pilier de pension). La période transitoire doit également permettre d'étaler le coût potentiel qui pourrait résulter de la suppression des différences de traitement reposant sur la distinction entre ouvriers et employés.

Vu la complexité de l'exercice, il s'agissait également de laisser suffisamment de temps aux partenaires sociaux pour supprimer les différences de traitement, par la concertation collective. Étant donné l'existence et l'imbrication des plans de pension complémentaire au niveau des secteurs et au niveau de l'entreprise, le Conseil souscrit, dans son avis n° 1.893, à la « cascade » proposée par l'avant-projet de loi en vue du processus d'harmonisation. Cela signifie que c'est d'abord aux secteurs qu'il incombe de mettre fin aux différences de traitement qui reposent sur la distinction entre ouvriers et employés.

Conformément à l'avis, la loi concrétise le processus d'harmonisation. L'article 14/4, § 1^{er}, deuxième alinéa de la LPC dispose que les commissions et/ou les sous-commissions paritaires qui sont compétentes pour la même catégorie professionnelle ou pour les mêmes activités d'entreprise (ci-après champ de compétence « correspondant ») doivent entamer sans délai des négociations pour conclure des protocoles d'accord. Ces protocoles d'accord négociés au niveau sectoriel doivent dès lors préciser l'état d'avancement des négociations au niveau sectoriel et la manière dont les partenaires sociaux envisagent de mettre fin aux différences de traitement. La conclusion de ces protocoles d'accord constitue une étape intermédiaire qui doit mener à la conclusion d'une ou plusieurs conventions collectives de travail sectorielles pour le 1^{er} janvier 2023 au plus tard et dont l'objet est de mettre fin, pour le 1^{er} janvier 2025 au plus tard, à la différence de traitement qui repose sur la distinction entre ouvriers et employés.

Comme demandé dans l'avis, la loi prévoit que le Conseil évaluera tous les deux ans les progrès réalisés par les secteurs dans l'harmonisation des plans de pension.

L'article 14/4, § 2 de la LPC prévoit à cet effet que les commissions et/ou les sous-commissions paritaires qui ont un champ de compétence correspondant doivent transmettre au Conseil, respectivement pour le 1^{er} janvier 2016, le 1^{er} janvier 2018, le 1^{er} janvier 2020 et le 1^{er} janvier 2022, un rapport dans lequel elles donnent un aperçu des travaux qui ont été réalisés pour mettre fin à la différence de traitement qui repose sur la distinction entre ouvriers et employés.

Sur la base de ces rapports, le Conseil national du Travail transmet aux ministres de l'Emploi et des Pensions, respectivement pour le 1^{er} juillet 2016, le 1^{er} juillet 2018 et le 1^{er} juillet 2020, une évaluation des progrès réalisés au niveau sectoriel en ce qui concerne la suppression de la différence de traitement qui repose sur la distinction entre ouvriers et employés.

Cette évaluation bisannuelle vise, d'une part, à encourager les secteurs qui n'auraient pas encore entamé le processus d'harmonisation à s'y mettre effectivement et, d'autre part, à donner aux entreprises, appelées elles aussi à harmoniser les plans de pension à leur niveau, un état de la situation des avancées qui auront ou non été réalisées au niveau sectoriel.

Une évaluation supplémentaire est prévue entre le 1^{er} janvier 2022 et le 1^{er} juillet 2022 pour les secteurs qui n'ont pas déposé de protocole d'accord ou qui, s'ils en ont déposé, n'ont, depuis ce dépôt, fait aucun progrès en matière d'harmonisation.

Si, au 1^{er} janvier 2023, un secteur déterminé n'a pas pu conclure de convention collective de travail mettant fin pour le 1^{er} janvier 2025 au plus tard à la différence de traitement qui repose sur la distinction entre ouvriers et employés, un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres après avis du Conseil national du Travail peut imposer une sanction dont la nature est déterminée sur mesure compte tenu de la spécificité du secteur .

Dans l'avis n° 1.893, le Conseil a souligné que l'harmonisation des plans de pension au niveau sectoriel doit tenir compte du paysage et de la structure actuelle des commissions paritaires, qui sont parfois encore organisées autour de la distinction entre ouvriers et employés (mais qui sont aussi parfois « mixtes »). Par ailleurs, ces commissions paritaires ne se reflètent pas nécessairement toujours au niveau de l'activité des ouvriers et de l'activité des employés ; elles sont souvent « asymétriques ».

Dans ledit avis, le Conseil a recherché des solutions spécifiques afin d'offrir un outil aux partenaires sociaux sectoriels en vue de parvenir à un seul régime sectoriel de pension harmonisé. La loi a rencontré la demande du Conseil d'introduire la possibilité de désigner un organisateur de pension complémentaire commun à plusieurs commissions paritaires qui appartiennent à la même branche d'activité, notamment le fonds de sécurité d'existence, au moyen de plusieurs conventions collectives de travail propres à chaque commission paritaire concernée.

B. Démarche du Conseil

Fin 2015, le Conseil a, de sa propre initiative, entrepris les démarches nécessaires afin de disposer des informations devant lui permettre de mener à bien la première évaluation, qui est demandée pour le 1^{er} juillet 2016.

Conformément à la décision prise par le Bureau exécutif du Conseil le 2 décembre 2015, monsieur G. Cox, directeur général de la Direction générale Relations collectives de travail du SPF ETCS, a été invité, par lettre du 8 décembre 2015, à attirer l'attention des commissions paritaires sur l'obligation légale à laquelle elles sont soumises en vertu de l'article 14/4, § 2 de la LPC.

Une nouvelle lettre lui a été adressée le 10 mars 2016 afin de l'inviter à rappeler encore une fois aux présidents des commissions paritaires l'obligation prévue à l'article 14/4, § 2 de la LPC.

Dans cette lettre, le Conseil s'est également enquis des raisons pour lesquelles les informations qui ont jusqu'à présent été données par les commissions paritaires concernées sont incomplètes et leur a demandé d'indiquer ces raisons dans leur rapport. Il a également invité la Direction générale Relations collectives de travail à faire le point sur les conventions collectives de travail qui ont récemment été conclues par les secteurs en matière de pensions complémentaires et à donner un aperçu des difficultés auxquelles les commissions paritaires sont confrontées, sur le terrain, dans le cadre du processus d'harmonisation.

Sur la base des réponses des commissions paritaires, la Direction générale Relations collectives de travail a transmis au Conseil un aperçu des travaux des commissions paritaires dans le cadre du processus d'harmonisation (annexe 1).

Par ailleurs, la Direction générale Relations collectives de travail a également communiqué au Conseil un aperçu des commissions paritaires correspondantes (annexe 2), ainsi qu'un aperçu des conventions collectives de travail sectorielles en matière de pensions complémentaires (annexe 3). Ces documents ont été actualisés jusque fin avril 2016. Ils sont repris en annexe du présent rapport, de sorte que les commissions paritaires puissent s'en servir comme outil dans le cadre de leurs travaux.

Au cours de ses travaux, le Conseil a dès lors pu bénéficier de la collaboration précieuse de la Direction générale Relations collectives de travail du SPF ETCS et de la cellule stratégique du ministre des Pensions, qu'il tient à remercier.

II. ÉVALUATION : CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Le Conseil a pris connaissance des rapports des commissions paritaires par l'entremise de la Direction générale Relations collectives de travail.

Étant donné que les commissions paritaires pour les ouvriers et pour les employés ne sont pas toujours symétriques, l'exercice des secteurs visant à parvenir à un seul régime sectoriel de pension harmonisé est complexe. Le Conseil souhaite proposer à cet effet un cadre de soutien. Il formule dès lors, dans le présent rapport, un certain nombre de lignes directrices.

Le Conseil veut éviter que les difficultés rencontrées sur le terrain n'empêchent les secteurs de réaliser des avancées suffisantes ; et ce, d'autant plus que si, au 1^{er} janvier 2023, les commissions et/ou sous-commissions paritaires n'ont pas pu conclure de convention collective de travail, une sanction pourra leur être infligée (article 14/4, § 3 de la LPC), ce qu'il faut éviter.

En effet, les difficultés rencontrées par les secteurs auront également un impact pour les entreprises (avec un plan de pension d'entreprise), qui, conformément à l'article 14/3, § 1^{er}, deuxième alinéa de la LPC, doivent s'inscrire dans un trajet pour mettre fin, au plus tard le 1^{er} janvier 2025, aux différences de traitement en tenant compte de ce qui se passe en cette matière au sein de la ou des (sous)commissions paritaires dont elles relèvent.

A. Difficultés sur le terrain

- Un certain nombre de commissions paritaires ne savent pas précisément avec quelle commission paritaire elles doivent collaborer dans le cadre du processus d'harmonisation. C'est la raison pour laquelle la Direction générale Relations collectives de travail a établi un aperçu, par commission paritaire, de la commission paritaire « correspondante ».

Cet aperçu est annexé au présent avis, et peut servir aux secteurs dans le cadre de leurs travaux. Les commissions paritaires disposant d'un régime de pension complémentaire y sont indiquées en gras.

- Certaines commissions paritaires indiquent également qu'elles ne savent pas si le taux de cotisation pour le plan sectoriel de pension pour les ouvriers peut encore être relevé en vue de supprimer la différence de traitement lorsque le taux de cotisation pour le plan sectoriel de pension pour les employés augmente plus rapidement.

Le Conseil renvoie dans ce cadre aux obligations figurant dans l'article 14/3 de la LPC (les clauses de statu quo). Bien qu'en principe, pendant la période de transition, aucun nouveau régime de pension comportant encore une différence de traitement entre ouvriers et employés ne puisse être introduit (article 14/3, § 2) et aucune nouvelle différence de traitement ne puisse non plus être introduite dans les régimes de pension existants (article 14/3, § 3), une exception est prévue pour les différences de traitement qui « visent à supprimer une différence de traitement ». Cela vaut tant pour les entreprises que pour les secteurs.

- Par ailleurs, un certain nombre de commissions paritaires ont indiqué dans leurs rapports qu'il n'est pas possible de procéder à une harmonisation parce qu'il faut collaborer avec une commission paritaire qui ne dispose pas d'un plan sectoriel de pension complémentaire (par exemple, la commission paritaire n° 200). Le Conseil estime qu'il pourrait être utile d'inventorier les activités d'entreprise qui sont effectuées par des entreprises ressortissant pour leurs employés ou pour leurs ouvriers à une commission paritaire qui ne dispose pas d'un plan sectoriel de pension complémentaire. Cet inventaire permettra de rechercher la commission paritaire ayant une compétence « correspondante », de sorte qu'il sera possible d'organiser systématiquement la concertation.

Dans le cadre des clauses de statu quo précitées, il peut encore être signalé que cette méthode de travail par activité d'entreprise pourrait également être utile pour procéder à une harmonisation progressive des plans de pension. Elle est conforme à l'article 14/3 de la LPC, à la condition que le plan harmonisé par activité d'entreprise mette progressivement fin aux différences de traitement entre ouvriers et employés. La loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail permet également de conclure des conventions collectives de travail ayant un champ d'application plus limité que le champ de compétence de la commission paritaire concernée.

B. Exemple d'approche

Le Conseil remarque qu'il est indiqué que, dans le cadre du processus d'harmonisation, les commissions paritaires commencent d'abord par décrire les activités d'entreprise pour lesquelles elles sont compétentes en relation avec les plans sectoriels de pension complémentaire existant dans d'autres commissions paritaires, afin d'avoir une idée des démarches restant à entreprendre.

Le Conseil rappelle le principe selon lequel les commissions et/ou sous-commissions paritaires qui sont compétentes pour les mêmes catégories professionnelles ou pour les mêmes activités d'entreprise doivent viser un rapprochement, ce qui doit dès lors ressortir de leurs rapports dans le cadre de l'évaluation bi-annuelle.

Les tableaux susmentionnés, qui ont été établis par le SPF ETCS, peuvent aider les commissions paritaires à trouver les partenaires indiqués pour leur trajet d'harmonisation.

Des contacts doivent être établis entre ces commissions et/ou sous-commissions paritaires, la collaboration susvisée pouvant éventuellement s'organiser par sous-groupe d'activités d'entreprise. Il convient ensuite d'analyser le contenu des plans de pension applicables.

Sur la base des rapports des commissions et/ou sous-commissions paritaires qu'il a reçus, le Conseil constate que plusieurs d'entre elles ont déjà travaillé selon cette méthode. Il renvoie à cet égard à l'aperçu des travaux des commissions paritaires dans le cadre du processus d'harmonisation (annexe 1).

C. Prochaine évaluation

Vu la lenteur avec laquelle la transmission des rapports par les secteurs s'est mise en place, le Conseil entend rappeler à ces derniers qu'en ce qui concerne la prochaine évaluation, ils devront lui communiquer d'ici le **1^{er} janvier 2018** le rapport dans lequel ils donnent un aperçu des travaux réalisés dans le cadre du processus d'harmonisation. Dans ce contexte, le Conseil demande que les secteurs poursuivent leurs efforts, de manière à avancer dans l'harmonisation des pensions complémentaires.

Le Conseil reste disposé à se pencher, en collaboration avec la cellule stratégique du ministre des Pensions et la Direction générale Relations collectives de travail, sur les difficultés auxquelles les secteurs sont confrontés dans le cadre du processus d'harmonisation.

ANNEXES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG
AANVULLENDE PENSIOENEN
Harmonisering statuut arbeiders / bedienden
Sectoraal overzicht :uitvoering artikel 14/4 § 2 van de WAP
Situatie op 29/04/2016

Nummer PC Numéro CP	Benaming paritair comité Dénomination commission paritaire	Overzicht werkzaamheden
111	Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique	-Oplijsting van verschillenpunten <u>-PC 111:</u> -bijdrageverhoging met 0,29 %
209	Paritair Comité voor de bedienden der metaal-fabrikatennijverheid Commission paritaire pour employés des fabrications métalliques	- Werkgroep om oplossing te vinden voor ondernemingen(met opting-up) waar door sectorale verhoging de bijdrage voor arbeiders hoger wordt dan voor bedienden <u>-PC 209:</u> - werkgroep om solidariteitsluik voor bedienden van 0,10 % van aan RSZ aangegeven brutoloon, uit te werken
118	Paritair Comité voor de voedingsnijverheid Commission paritaire de l'industrie alimentaire	Brainstormsessie in samenwerking met advocatenkantoor : - Moeilijk om lange termijn programmatie te maken inzake bijdragevoeten omdat niet duidelijk is welke beschikbare marges zullen zijn voor sectoronderhandelingen; -Inventaris werd opgesteld inzake de verschilpunten tussen pensioenreglementen: in loop van 2016 worden deze reglementen geharmoniseerd -Verhoging bijdrage voor PC 220 : verhoging van 0,65 % tot 1,00 % (PC 118: 1,65 %) -Verduidelijking gevraagd door sociale partners ivm mogelijke verhoging bijdragevoet arbeiders
220	Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire	
117	Paritair Comité voor de petroleumnijverheid en –handel Commission paritaire de l'industrie et du commerce du pétrole	2015: Oprichting paritaire werkgroep belast met ontwikkeling van geharmoniseerd sectorstelsel Doel: aanbeveling voor sectorale onderhandelaars in aanloop onderhandelingen 2017-2018

211	Paritair Comité voor de bedienden uit de petroleum-nijverheid en –handel Commission paritaire pour employés de l'industrie et du commerce du pétrole	Eerste semester 2016: beroep op externe ondersteuning met oog op uitwerking van verschillende scenario's
116	Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid Commission paritaire de l'industrie chimique	Identiek aanvullend pensioenstelsel voor de arbeiders en bedienden en dus geen verschil in behandeling tussen arbeiders en bedienden
207	Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique	
102.01	Paritair subcomité voor het bedrijf der hardsteengroeven en der groeven van uit te houwen kalksteen in de provincie Henegouwen	Een plenaire zitting is gepland op 18/5/2016 en dit punt is geagendeerd. De sector heeft het engagement genomen (in het protocolakkoord 2015-2016) om een inventaris op te stellen – tijdens de periode 2015-2016 – over de verschillen met het PC 203 (bedienden van dezelfde sector);
102.09	Paritair subcomité voor het bedrijf van de groeven van niet uit te houwen kalksteen en van de kalkovens	De problematiek wordt onderzocht door de sociale partners en er volgt een vergadering in de loop van mei/juni 2016.
113.04	Paritair Subcomité voor de pannbakkerijen Sous-commission paritaire des tuileries	Enkel aanvullend pensioenstelsel voor arbeiders ; (bedienden uit deze sector ressorteren onder PC 200) Opmerking :zolang er geen sectoraal pensioenplan voor de bedienden wordt ingevoerd : geen verbetering van pensioenplan van de arbeiders mogelijk
114	Paritair Comité voor de steenbakkerij Commission paritaire de l'industrie des briques	Enkel aanvullend pensioenstelsel voor arbeiders ; (bedienden uit deze sector ressorteren onder PC 200) Opmerking : zolang er geen sectoraal pensioenplan voor de bedienden wordt ingevoerd : geen verbetering van pensioenplan van de arbeiders mogelijk
120.02	Paritair Subcomité voor de vlasbereiding Sous-commission paritaire de la préparation du lin	Enkel sectoraal stelsel voor de arbeiders Bedienden ressorteren onder PC 214 : geen sectorstelsel

126	<p>Paritair Comité voor de stoffering en de houtbewerking</p> <p>Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois</p>	<p>De bedienden van betrokken ondernemingen ressorteren onder PC 200.</p> <p>Overzicht genomen initiatieven door FBZ van PC 126 :</p> <p>1) <u>opvraging cijfergegevens</u> :</p> <p>a) overzicht van aantal bedienden en werklieden per onderneming in sector</p> <p>b) via enquête bevraging welke ondernemingen met eigen ondernemingsstelsel voor bedienden</p> <p>2) <u>Informatieronde</u> bij studiediensten bij interprofessionele vakorganisaties en VBO, bij BVPI en bij verzekeraar van arbeiders</p> <p>3) opstart gesprekken <u>met PC200</u></p> <p>4) <u>Informatiesessie</u> door consultant</p>
127	<p>Paritair Comité voor de handel in brandstoffen</p> <p>Commission paritaire pour le commerce de combustibles</p>	<p>Sociale partners hebben niets te melden over dit thema</p>
132 144 145	<p>Technische land-en tuinbouwwerken</p> <p>Landbouw</p> <p>Tuinbouwbedrijf</p>	<p>Les partenaires sociaux ont constaté la difficulté pratique suivante : les employés engagés dans les entreprises actives dans le secteur de l'agriculture ressortissent à la CP 200.</p> <p>En première approche, il ne leur a donc pas semblé possible d'entamer un processus d'harmonisation faute d'interlocuteur immédiatement identifiable.</p> <p>Cependant, soucieux de supprimer les éventuelles discriminations en la matière, ils comptent poursuivre leur réflexion avec le soutien des autorités compétentes afin d'envisager toutes les modalités qui pourraient conduire à supprimer lesdites discriminations.</p>
133	<p>Paritair Comité voor het tabaksbedrijf</p> <p>Commission paritaire de l'industrie des tabacs</p>	<p>PC 133 : heeft geen sectoraal aanvullend pensioenstelsel maar wel kader-cao gesloten die ondernemingen van de sector oplegt om aanvullend pensioen op ondernemingsniveau uit te werken</p> <p>De bedienden van betrokken ondernemingen ressorteren onder PC 200.</p> <p>Sociale partners gaan informatie inwinnen via werkgevers die ressorteren onder PC 133 om stand van zaken op ondernemingsvlak op te maken</p>

139	Binnenscheepvaart	<p>De werknemersorganisaties merken op dat tot 3 à 4 jaar geleden alle “varende werknemers” van de sector onder de Wet op de arbeidsovereenkomst wegens dienst op binnenschepen(1936) vielen, maar dat bij de afschaffing van deze wet de werknemers onder de algemene “wet van de arbeidsovereenkomsten van 3 juli 1978” kwamen te vallen, en hierbij werd afgesproken dat alle “varende werknemers” onder het arbeidersstatuut vallen.</p> <p>De facto vallen alle varende werknemers van de sector onder dezelfde pensioen-regeling, zijnde een sectorale Cao aanvullende pensioen (afgesloten na 1999) , dit komt neer op een groepsverzekering voor iedereen.</p> <p>“Werknemers aan wal” vallen niet onder dit paritair comité, en de leden merken op dat de loon-en arbeidsvoorwaarden voor deze laatste categorie van werknemers totaal onafhankelijk en zonder overleg met PC 139 worden geregeld.” (standpunt plenaire vergadering van 18.02.2016)</p>
140	Paritair Comité voor het vervoer en de logistiek Commission paritaire du transport et de la logistique	
140.01	Paritair Subcomité voor de autobussen en autocars Sous-commission paritaire pour les autobus et autocars	Arbeiders: sectoraal sociaal stelsel (cao 25/06/2008) Bedienden uit deze subsector ressorteren onder PC 200 Tot op heden nog geen besprekingen gevoerd inzake harmonisering
140.03	Paritair Subcomité voor het wegvervoer en de logistiek voor rekening van derden Sous-commission paritaire pour le transport routier et la logistique pour compte de tiers	Bedienden uit deze sector ressorteren onder PC 226 Uit uitgevoerde analyse blijkt dat sectorstelsel van bedienden gunstiger is cao 17/12/2015: Verhoging van de werkgeversbijdrage voor arbeiders van 50 € per kwartaal naar 75 € per kwartaal (PC 226: bijdrage in percentages)
143	Zeevisserij	Vergadering van 24/03/2016: een aantal bedienden werken onder PC 200. De leden stellen vast dat er geen harmonisatie mogelijk is op sectorvlak
148	Bont en kleinvel	Er bestaat geen sectoraal initiatief inzake aanvullende pensioenen in het hoofdcomité 148.00, en evenmin in de inmiddels afgeschafte subcomités 148.01 – 148.03 – 148.03. A fortiori is er geen verschillende behandeling van arbeiders/bedienden die moet / kan weggewerkt worden. (standpunt plenaire vergadering van 25.02.2016)

149.01	Paritair Subcomité voor de elektriciens : installatie en distributie Sous-commission paritaire des électriciens : installation et distribution	Sociale partners vragen verduidelijking : met welke PC's moet worden samengewerkt
149.03	Edele metalen	
149.04	Paritair Subcomité voor de metaalhandel Sous-commission paritaire pour le commerce du métal	Sociale partners vragen verduidelijking : met welke PC's moet worden samengewerkt
200	Aanvullend Paritair Comité voor de bedienden Commission paritaire auxiliaire pour employés	
226	Paritair Comité voor de bedienden uit de internationale handel, het vervoer en de logistiek Commission paritaire pour les employés du commerce international, du transport et de la logistique	Sociale partners gaan onderzoek uitvoeren naar bevoegdheids-KB's van de verschillende betrokken PC's en PSC's
307	Paritair Comité voor de makelarij en verzekerings-agentschappen Commission paritaire pour les entreprises de courtage et agences d'assurances	Geen sectorale pensioenstelsel
315.01	PARITAIR SUBCOMITE VOOR HET TECHNISCH ONDERHOUD BIJSTAND EN OPLEIDING IN DE LUCHTVAARTSECTOR	De leden van PSC 315.01 gaan er mee akkoord dat zij niet kunnen rapporteren aangaande deze harmonisering van beide statuten gezien er via PSC 315.01 eenvoudigweg nog geen sectorale initiatieven inzake aanvullende pensioenen bestaan. De bespreking van de vooruitgang op sectoraal niveau van de opheffing van het verschil in behandeling op basis van een onderscheid arbeiders/bedienden is dan ook zonder voorwerp. (standpunt plenaire vergadering van 15.04.2016)

315.02	PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE LUCHTVAARTMAATSCHAPPIJEN	De leden van PSC 315.02 gaan er mee akkoord dat zij niet kunnen rapporteren aangaande deze harmonisering van beide statuten gezien er via PSC 315.02 geen sectorale initiatieven inzake aanvullende pensioenen bestaan. De bespreking van de vooruitgang op dit sectoraal niveau in 315.02 van de opheffing van het verschil in behandeling (op basis van een onderscheid arbeiders/bedienden) is dan ook zonder voorwerp. (standpunt plenaire vergadering van 18.01.2016)
315.03	PARITAIR SUBCOMITE VOOR HET LUCHTHAVENBEHEER	Gezien het PSC 315.03 (met zijn nieuwe toepassingsgebied naast de 2 andere subcomités 315.01 en 315.02) veel recenter operationeel kon worden (installatie-vergadering pas op 16/09/2015) werden inzake sectorale aanvullende pensioenregelingen nog geen cao's afgesloten en nog niet onderhandeld. De bespreking van de vooruitgang op sectoraal niveau van de opheffing van het verschil in behandeling op basis van een onderscheid arbeiders/bedienden is dan ook zonder voorwerp. (standpunt plenaire vergadering van 14.04.2016)
316	PARITAIR COMITE VOOR DE KOOPVAARDIJ	“De Voorzitter stelt vast dat er op sectoraal vlak geen regeling voorzien is voor wat betreft het aanvullend pensioen.” (Notulen agendapunt 7 - plenaire vergadering van 26.01.2016)
317	Paritair Comité voor de bewakings- en/of toezichtsdiensten Commission paritaire pour les services de gardiennage et/ou de surveillance	Verschilpunt :andere berekeningsbasis van de bijdrage <u>Opmerking vanwege voorzitter</u> PC 317 : de verschillen die er nog zijn in de berekeningsbasis, zijn onafhankelijk van de wil van de sociale partners, en het gevolg van het bestaande wettelijk verschil inzake vakantiegeld. Dit is niet eigen aan de sector van de bewaking. “het aanvullend pensioenstelsel identiek is voor arbeiders en bedienden zonder verschil in behandeling behoudens ingevolge de regelgeving vakantiegeld”
318.02	Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Vlaamse Gemeenschap Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté flamande	Bevestiging dat er in aanvullend sectoraal stelsel-Pensioenfonds Vlaamse Non-Profit geen verschil in behandeling bestaat dat berust op onderscheid tussen werklieden en bedienden

319.01	<p>Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en –diensten van de Vlaamse Gemeenschap</p> <p>Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande</p>	Bevestiging dat er in aanvullend sectoraal stelsel-Pensioenfonds Vlaamse Non-Profit geen verschil in behandeling bestaat dat berust op onderscheid tussen werklieden en bedienden
324	<p>Paritair Comité voor de diamantnijverheid en –handel</p> <p>Commission paritaire de l'industrie et du commerce du diamant</p>	Bestaande cao werd niet gewijzigd. Geen maatregelen genomen om verschil te vergroten
327.01	<p>Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Vlaamse Gemeenschap of door de Vlaamse Gemeenschapscommissie en de sociale werkplaatsen erkend en/of gesubsidieerd door de Vlaamse Gemeenschap</p> <p>Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Communauté flamande ou par la Commission communautaire flamande et les ateliers sociaux agréés et/ou subsidiés par la Communauté flamande</p>	Bevestiging dat er in aanvullend sectoraal stelsel-Pensioenfonds Vlaamse Non-Profit geen verschil in behandeling bestaat dat berust op onderscheid tussen werklieden en bedienden geen verdere werkzaamheden:
329.01	<p>Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Vlaamse Gemeenschap</p> <p>Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté flamande</p>	Bevestiging dat er in aanvullend sectoraal stelsel-Pensioenfonds Vlaamse Non-Profit geen verschil in behandeling bestaat dat berust op onderscheid tussen werklieden en bedienden: geen verdere werkzaamheden : geen verdere werkzaamheden
330	<p>Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en –diensten</p> <p>Commission paritaire des établissements et des services de santé</p>	Bevestiging dat er in aanvullend sectoraal stelsel-Pensioenfonds Federale Non-Profit geen verschil in behandeling bestaat dat berust op onderscheid tussen werklieden en bedienden: geen verdere werkzaamheden
331	<p>Paritair Comité voor de Vlaamse welzijns- en gezondheidssector</p> <p>Commission paritaire pour le secteur flamand de l'aide sociale et des soins de santé</p>	Bevestiging dat er in aanvullend sectoraal stelsel-Pensioenfonds Vlaamse Non-Profit geen verschil in behandeling bestaat dat berust op onderscheid tussen werklieden en bedienden: geen verdere werkzaamheden

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

AANVULLENDE PENSIOENEN

Overzicht samenvallende pc's

Situatie op 29/04/2016

Le présent aperçu est basé sur l'expertise en matière de compétence des CP de la Direction de la gestion des commissions paritaires. Il est a priori exhaustif sur base de la concordance entre les champs de compétence des CP pour ouvriers et pour employés.

Les activités indiquées en italique sont marginales et ne sont exercées a priori que par un nombre restreint d'employeurs et de travailleurs

Les commissions paritaires disposant d'un régime de pension complémentaire sont indiquées en gras.

Nummer Numéro	Benaming Dénomination	samenvallende PC('s) voor bedienden	opmerkingen	AP
100	Aanvullend Paritair Comité voor de werklieden Commission paritaire auxiliaire pour ouvriers	200; 201; 216; 217 ?; 219; 223 ?; 226; 227	pour 217 et 223, voir re- marque dans les CP concer- nées	
101	Nationale Gemengde Mijncommissie Commission nationale mixte des mines	205	à abroger – ne concerne aucun nouveau travailleur	
102	Paritair Comité voor het groefbedrijf Commission paritaire de l'industrie des carrières	200		

102.01	Paritair Subcomité voor het bedrijf der hardsteen-groeven en der groeven van uit te houwen kalksteen in de provincie Henegouwen Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de petit granit et de calcaire à tailler de la province de Hainaut	203 (hardsteengroeven) 200	x
102.02	Paritair Subcomité voor het bedrijf der hardsteen-groeven en der groeven van uit te houwen kalksteen in de provincies Luik en Namen Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de petit granit et de calcaire à tailler des provinces de Liège et de Namur	203 (hardsteengroeven) 200	
102.03	Paritair Subcomité voor de porfiergroeven in de provincies Waals-Brabant en Henegouwen en de kwartsietgroeven in de provincie Waals-Brabant Sous-commission paritaire des carrières de porphyre des provinces du Brabant wallon et de Hainaut et des carrières de quartzite de la province du Brabant wallon	200	
102.04	Paritair Subcomité voor het bedrijf van de zandsteen- en kwartsietgroeven op het gehele grondgebied van het Rijk, uitgezonderd de kwartsietgroeven van de provincie Waals-Brabant Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de grès et de quartzite de tout le territoire du Royaume, à l'exception des carrières de quartzite de la province du Brabant wallon	200	

102.05	<p>Paritair Subcomité voor het bedrijf der porseleinaarde- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Waals-Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen</p> <p>Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces du Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur</p>	200	
102.06	<p>Paritair Subcomité voor het bedrijf der grint- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Antwerpen, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Limburg en Vlaams-Brabant</p> <p>Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de gravier et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces d'Anvers, de Flandre occidentale, de Flandre orientale, de Limbourg et du Brabant flamand</p>	200	x
102.07	<p>Paritair Subcomité voor het bedrijf der kalksteengroeven, cementfabrieken en kalkovens van het administratief arrondissement Doornik</p> <p>Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières, cimenteries et fours à chaux de l'arrondissement administratif de Tournai</p>	200	

102.08	Paritair Subcomité voor het bedrijf der marmergroeven en –zagerijen op het gehele grondgebied van het Rijk Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières et scieries de marbres de tout le territoire du Royaume	200	
102.09	Paritair Subcomité voor het bedrijf van de groeven van niet uit te houwen kalksteen en van de kalkovens, van de bitterspaatgroeven en –ovens op het gehele grondgebied van het Rijk Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de calcaire non taillé et des fours à chaux, des carrières de dolomies et des fours à dolomies de tout le territoire du Royaume	200	x
102.10	Paritair Subcomité voor de terugwinning van steenstort Sous-commission paritaire de l'industrie de la récupération de terrils	200	ne fonctionne pas
102.11	Paritair Subcomité voor het bedrijf der leisteen-groeven, coticulegroeven en groeven van slijpsteen voor scheermessen in de provincies Waals-Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen Sous-commission paritaire de l'industrie des ardoisières, des carrières de coticules et pierres à rasoir des provinces du Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur	200	

104	Paritair Comité voor de ijzernijverheid Commission paritaire de l'industrie sidérurgique	210	
105	Paritair Comité voor de non-ferro metalen Commission paritaire des métaux non-ferreux	224	
106	Paritair Comité voor het cementbedrijf Commission paritaire des industries du ciment	200	
106.01	Paritair Subcomité voor de cementfabrieken Sous-commission paritaire pour les fabriques de ciment	200	
106.02	Paritair Subcomité voor de betonindustrie Sous-commission paritaire de l'industrie du béton	200	x
106.03	Paritair Subcomité voor de vezelcement Sous-commission paritaire pour le fibrociment	200	
107	Paritair Comité voor de meester-kleermakers, de kleermaaksters en naaisters Commission paritaire des maîtres-tailleurs, des tail- leuses et couturières	200	
109	Paritair Comité voor het kleding- en confectiebedrijf Commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection	201 (kleinhandel) 215	

110	Paritair Comité voor de textielverzorging Commission paritaire pour l'entretien du textile	322.01 (<i>entreprises titres-services / atelier de repassage avec ouvrier sans contrat titres-services</i>) 200 337 (non-marchand)	
111	Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique	219 (sommige controles) 226 (logistiek) 209	x
112	Paritair Comité voor het garagebedrijf Commission paritaire des entreprises de garage	226 (verhuur van voertuigen voor het vervoer van goederen) 201 (kleinhandel) 200	x
113	Paritair Comité voor het ceramiekbedrijf Commission paritaire de l'industrie céramique	200	
113.04	Paritair Subcomité voor de pannenbakkerijen Sous-commission paritaire des tuileries	200	x
114	Paritair Comité voor de steenbakkerij Commission paritaire de l'industrie des briques	200	x
115	Paritair Comité voor het glasbedrijf Commission paritaire de l'industrie verrière	226 (<i>opslaan</i>) 200	
116	Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid Commission paritaire de l'industrie chimique	200 (groothandel in ge-neesmiddelen) 207	x

117	Paritair Comité voor de petroleumnijverheid en – handel Commission paritaire de l'industrie et du commerce du pétrole	211	
118	Paritair Comité voor de voedingsnijverheid Commission paritaire de l'industrie alimentaire	201 (kleinbakkerijen) 202 (kleinbakkerijen) 220	x
119	Paritair Comité voor de handel in voedingswaren Commission paritaire du commerce alimentaire	201 (kleinhandel) 202 (kleinhandel) 200 (groothandel)	
120	Paritair Comité voor de textielnijverheid en het breiwerk Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie	214	
120.01	Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers Sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers	214	
120.02	Paritair Subcomité voor de vlasbereiding Sous-commission paritaire de la préparation du lin	214	x
120.03	Paritair Subcomité voor het vervaardigen van en de handel in zakken in jute of in vervangingsmaterialen Sous-commission paritaire de la fabrication et du commerce de sacs en jute ou en matériaux de rem- placement	214	

121	Paritair Comité voor de schoonmaak Commission paritaire pour le nettoyage	322.01 (<i>entreprises titres-services / activité de nettoyage avec ouvrier sans contrat titres-services</i>) 200 337 (non-marchand)	x
124	Paritair Comité voor het bouwbedrijf Commission paritaire de la construction	226 (vervoer stortklaar beton) 201 (<i>kleinhandel inbouwkeukens</i>) 316 (<i>baggerwerken</i>) 323 (gestion d'immeubles avec ouvriers occupés exclusivement ou principalement à des travaux de construction) 200	x
125	Paritair Comité voor de houtnijverheid Commission paritaire de l'industrie du bois	226 (<i>opslaan en vervoer hout</i>) 201 (kleinhandel) 200	
125.01	Paritair Subcomité voor de bosontginningen Sous-commission paritaire pour les exploitations forestières	226 (<i>opslaan en vervoer hout</i>) 201 (kleinhandel) 200	
125.02	Paritair Subcomité voor de zagerijen en aanverwante nijverheden Sous-commission paritaire des scieries et industries connexes	200	
125.03	Paritair Subcomité voor de houthandel Sous-commission paritaire pour le commerce du bois	201 (kleinhandel) 200	

126	Paritair Comité voor de stoffering en de houtbewerking Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois	226 (<i>opslaan van meubelen</i>) 335 (<i>verhuur van ruimten voor manifestaties + non-profit</i>) 337 (<i>verhuur van zalen + non-profit</i>) 201 (kleinhandel) 200	x
127	Paritair Comité voor de handel in brandstoffen Commission paritaire pour le commerce de combustibles	201 (kleinhandel) 226 (logistiek en vervoer) 200	x
127.02	Paritair Subcomité voor de handel in brandstoffen van Oost-Vlaanderen Sous-commission paritaire pour le commerce de combustibles de la Flandre orientale		abrogée au 01/07/2016
128	Paritair Comité voor het huiden- en lederbedrijf en vervangingsproducten Commission paritaire de l'industrie des cuirs et peaux et des produits de remplacement	201 (kleinhandel) 200	
128.01	Paritair Subcomité voor de leerlooierij en de handel in ruwe huiden en vellen Sous-commission paritaire de la tannerie et du commerce de cuirs et peaux bruts	201 (kleinhandel) 200	
128.02	Paritair Subcomité voor de schoeiselindustrie, de laarzenmakers en de maatwerkers Sous-commission paritaire de l'industrie de la chaussure, des bottiers et des chausseurs	201 (kleinhandel) 200	

128.03	Paritair Subcomité voor het marokijnwerk en de handschoennijverheid Sous-commission paritaire de la maroquinerie et de la ganterie	201 (kleinhandel) 200	
128.05	Paritair Subcomité voor de zadelmakerij, de vervaardiging van riemen en industriële artikelen in leder Sous-commission paritaire de la sellerie, de la fabrication de courroies et d'articles industriels en cuir	201 (kleinhandel) 200	
129	Paritair Comité voor de voortbrenging van papierpap, papier en karton Commission paritaire pour la production des pâtes, papiers et cartons	221	
130	Paritair Comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf Commission paritaire de l'imprimerie, des arts graphiques et des journaux	200	x
132	Paritair Comité voor de ondernemingen van technische land- en tuinbouwwerken Commission paritaire pour les entreprises de travaux techniques agricoles et horticoles	200	x
133	Paritair Comité voor het tabaksbedrijf Commission paritaire de l'industrie des tabacs	200	

136	Paritair Comité voor de papier- en kartonbewerking Commission paritaire de la transformation du papier et du carton	222	
139	Paritair Comité voor de binnenscheepvaart Commission paritaire de la batellerie	226 (rederijen; ondernemingen voor binnenscheepvaart; vervoer van personen) 333 (toeristische attracties) 200	x
140	Paritair Comité voor het vervoer en de logistiek Commission paritaire du transport et de la logistique	200 (personenvervoer) 226	
140.01	Paritair Subcomité voor de autobussen en autocars Sous-commission paritaire pour les autobus et autocars	200	x
140.02	Paritair Subcomité voor de taxi's Sous-commission paritaire pour les taxis	200	
140.03	Paritair Subcomité voor het wegvervoer en de logistiek voor rekening van derden Sous-commission paritaire pour le transport routier et la logistique pour compte de tiers	226	x
140.04	Paritair Subcomité voor de grondafhandeling op luchthavens Sous-commission paritaire pour l'assistance en escale dans les aéroports	226	x

140.05	Paritair Subcomité voor de verhuizing Sous-commission paritaire pour le déménagement	200	x
---------------	---	------------	----------

142	Paritair Comité voor de ondernemingen waar teruggewonnen grondstoffen opnieuw ter waarde worden gebracht Commission paritaire pour les entreprises de valorisation de matières premières de récupération	337 (non-profit) 200
-----	---	-------------------------

142.01	Paritair Subcomité voor de terugwinning van metalen Sous-commission paritaire pour la récupération de métaux	337 (non-profit) 200	x
---------------	---	---------------------------------	----------

142.02	Paritair Subcomité voor de terugwinning van lommen Sous-commission paritaire pour la récupération de chiffons	337 (non-profit) 200
--------	--	-------------------------

142.03	Paritair Subcomité voor de terugwinning van papier Sous-commission paritaire pour la récupération du papier	337 (non-profit) 200
--------	--	-------------------------

142.04	Paritair Subcomité voor de terugwinning van allerlei producten Sous-commission paritaire pour la récupération de produits divers	337 (non-profit) 200
--------	---	-------------------------

143	Paritair Comité voor de zeevisserij Commission paritaire de la pêche maritime	226 (reders) 201 (vishandelaars) 202 (vishandelaars) 200	x
144	Paritair Comité voor de landbouw Commission paritaire de l'agriculture	329 (maneges + non-profit) 337 (privépersonen) 200	x
145	Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf Commission paritaire pour les entreprises horticoles	329 (sportclubs + non-profit) 335 (onderzoek ivm tuinbouwsector + non-profit) 337 (privépersonen) 200	x
146	Paritair Comité voor het bosbouwbedrijf Commission paritaire pour les entreprises forestières	337 (privépersonen) 200	
148	Paritair Comité voor het bont en kleinvel Commission paritaire de la fourrure et de la peau en poil	200	
149	Paritair Comité voor de sectors die aan de metaal-, machine- en elektrische bouw verwant zijn Commission paritaire des secteurs connexes aux constructions métallique, mécanique et électrique	201 (kleinhandel) 200	
149.01	Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie Sous-commission paritaire des électriciens: installation et distribution	201 (kleinhandel) 200	x

149.02	Paritair Subcomité voor het koetswerk Sous-commission paritaire pour la carrosserie	200	x
149.03	Paritair Subcomité voor de edele metalen Sous-commission paritaire pour les métaux précieux	201 (kleinhandel) 200	x
149.04	Paritair Subcomité voor de metaalhandel Sous-commission paritaire pour le commerce du métal	201 (kleinhandel) 226 (logistiek) 200	x
152	Paritair Comité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs Commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre	225	
152.01	Paritair Subcomité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap Sous-commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre de la Communauté flamande	225.01	
152.02	Paritair Subcomité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs van de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap Sous-commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre de la Communauté française et de la Communauté germanophone	225.02	

Nummer Numéro	Benaming Dénomination	samenvallende voor arbeiders	PC('s) opmerkingen	AP
200	Aanvullend Paritair Comité voor de bedienden Commission paritaire auxiliaire pour employés	100; 102 + SCP; 106 + SCP; 107; 110; 112; 113; 113.04; 114; 115; 116; 119; 121; 124; 125 + SCP; 126; 127; 128 + SCP; 130; 132; 133; 139; 140; 140.01; 140.02; 140.05; 142 + SCP; 143; 144; 145; 146; 148; 149 + SCP		
201	Paritair Comité voor de zelfstandige kleinhandel Commission paritaire du commerce de détail indé- pendant	100; 109; 112; 118; 119; 124; 125; 125.01; 125.03; 126; 127; 128; 128.01; 128.02; 128.03; 128.05; 143; 149; 149.01; 149.03; 149.04		
202	Paritair Comité voor de bedienden uit de kleinhandel in voedingswaren Commission paritaire pour les employés du com- merce de détail alimentaire	118 119 143		
202.01	Paritair Subcomité voor de middelgrote levensmid- delenbedrijven Sous-commission paritaire pour les moyennes entre- prises d'alimentation	119		

203	Paritair Comité voor de bedienden uit de hardsteen- groeven Commission paritaire pour employés des carrières de petit granit	102.01 102.02	
205	Paritair Comité voor de bedienden van de steenko- lenmijnen Commission paritaire pour employés des charbon- nages	101	à abroger – ne concerne aucun nouveau travailleur
207	Paritair Comité voor de bedienden uit de schei- kundige nijverheid Commission paritaire pour employés de l'indus- trie chimique	116	x
209	Paritair Comité voor de bedienden der metaal- fabrikatennijverheid Commission paritaire pour employés des fabrica- tions métalliques	111	x
210	Paritair Comité voor de bedienden van de ijzer- nijverheid Commission paritaire pour les employés de la sidé- rurgie	104	
211	Paritair Comité voor de bedienden uit de petroleum- nijverheid en –handel Commission paritaire pour employés de l'industrie et du commerce du pétrole	117	

214	Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid en het breiwerk Commission paritaire pour employés de l'industrie textile et de la bonneterie	120 + PSC	
215	Paritair Comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf Commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection	109	
216	Paritair Comité voor de notarisbedienden Commission paritaire pour les employés occupés chez les notaires	100	x
217	Paritair Comité voor de casinobedienden Commission paritaire pour les employés de casino	100 ?	le champ de compétence est limité à un type de travailleur qui par définition est un employé
219	Paritair Comité voor de diensten en organismen voor technische controles en gelijkvormigheidstoetsing Commission paritaire pour les services et les organismes de contrôle technique et d'évaluation de la conformité	111 100	
220	Paritair Comité voor de bedienden uit de voedings-nijverheid Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire	118	x

221	Paritair Comité voor de bedienden uit de papier- nijverheid Commission paritaire des employés de l'industrie papetière	129	
222	Paritair Comité voor de bedienden van de papier- en kartonbewerking Commission paritaire des employés de la transfor- mation du papier et du carton	136	
223	Nationaal Paritair Comité voor de sport Commission paritaire nationale des sports	100 ?	le champ de compétence est limité à un type de travail- leur qui par définition est un employé
224	Paritair Comité voor de bedienden van de non-ferro metalen Commission paritaire pour les employés des métaux non-ferreux	105	
225	Paritair Comité voor de bedienden van de inrichtin- gen van het gesubsidieerd vrij onderwijs Commission paritaire pour les employés des institu- tions de l'enseignement libre subventionné	152	
225.01	Paritair Subcomité voor de bedienden van de inrich- tingen van het gesubsidieerd vrij onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap Sous-commission paritaire pour les employés des institutions de l'enseignement libre subventionné de la Communauté flamande	152.01	

225.02	Paritair Subcomité voor de bedienden van de inrichtingen van het gesubsidieerd vrij onderwijs van de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap Sous-commission paritaire pour les employés des institutions de l'enseignement libre subventionné de la Communauté française et de la Communauté germanophone	152.01	
226	Paritair Comité voor de bedienden uit de internationale handel, het vervoer en de logistiek Commission paritaire pour les employés du commerce international, du transport et de la logistique	100; 111; 112; 115; 124; 125; 125.01; 126; 127; 139; 143; 149.04; 140; 140.03; 140.04	x
227	Paritair Comité voor de audiovisuele sector Commission paritaire pour le secteur audio-visuel	100	

ANNEXE 3

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

AANVULLENDE PENSIOENEN

Overzicht sectorale CAO's

Situatie op 29/04/2016

	CP et SCP CCT	Champ d'application / exclusion	opting out	Organisateur	type de pension	Cotisation
1	102.01 Hardsteen kalksteen-groeven 27/01/2011 (103308) (103309) 20/10/2014 (124322)	exclusion: contrats forma- tion, insertion et recon- version professionnelle, contrats étudiant.(1)	non	Fonds 2 ^e pilier SCP 102.01	Pas de solidarité	1,0464% des salaires bruts (0,89 % van het loon na inhouding RSZ—bijdragen)
2	102.06 Grint & zandgroe- ven 20/06/2014 (123032)	Exclusion : Exploitations de sable blanc	non	Fonds Social des carrières de gravier et du sable	Pas de solidarité	62,50€/trimestre (zonder RSZ-bijdragen)
3	102.09 kalksteen-groeven België 29/08/2012 (°111875) 7/5/2014 (°122411)	(1)	non	Fonds 2e Pilier SCP102.09	Engagement de solidarité	engagement de pension: 252,53 € engagement de solidarité: 11,11 € ONSS : 22,37 €
4	106.02 Beton 27/10/2014 (°124299) 27/10/2014 (124298)	Pas d'exclusion	non	Pensio+ Beton FSE	Engagement de solidarité	A partir du 01/01/2015 : •engagement de pension : : 1,41% 0,12% cotisation ONSS (8,86%) . .Engagement de solidarité : 0,12 % (Brutolonen aan 108 %)

5	<p>111 Metaal</p> <hr/> <p>12/12/2014 (125158) 19/10/2015 (130657)</p>	<p>exclusion: entreprises avec PC équivalente instaurée avant 01/01/2000</p> <p>les employeurs établis hors de Belgique dont les travailleurs sont détachés en Belgique au sens des dispositions du titre II du règlement CEE n° 1408/71 du Conseil. (2)</p>	Non Wel buiten toepassing	FSE des Fabrications métalliques – BIS	Engagement de solidarité	<p>2,29% pour les entreprises de la province d'Anvers, Limbourg, Flandre orientale. Flandre Occidentale, Brabant Flamand et de la Région de Bruxelles -Capital + FABRI-COM</p> <p>2,09% pour toutes les autres entreprises.</p> <p>C'est-à-dire : 2,19% et 1,99% pour engagement de pension ; 0,1% pour l'engagement de solidarité</p> <p><u>CAO 21/09/2015(129703) :</u> à partir du 01/01/ 2016 : la cotisation de 2,29% est augmentée à 2,49% • à partir du 01/01/2016 : La cotisation de 2,09% est augmentée à 2,27%</p> <p>opmerking : ondernemingen met vrijstelling van de betaling gecumuleerde bijdrage van 1,8% of 2%, dienen vanaf 01/01/2016 mits CAO de financiering van de op ondernemingsvlak bestaande regelingen voor extralegaal pensioen voor onbepaalde duur verder uit te breiden met een bedrag equivalent aan de bijkomende bijdrage van 0,29 % . cao en wijziging reglement : voor 15 februari 2016 over te maken aan het Fonds</p>
	<p>112 Garagebedrijf</p> <hr/> <p>29/04/2014(°1221 16 Vervangen door 09/10/2015 (130668)</p>	(2)	non	FSE	Engagement de solidarité	<p>Vanaf 01/01/2016: Netto bijdrage :1,72 % -1,64 % pensioentoezegging -0,08 % solidariteitstoezegging</p>
7	<p>113.04 Pannbakkerijen</p> <hr/> <p>09/06/2010 (102950) 18/09/2015(13001 1)</p>	Pas d'exclusion	non	FSE des tuileries	Pas de solidarité	95 € netto/ jaar

8	114 Steenbakkerijen 10/02/2012 (108956) 09/12/2015 (131960)	pas d'exclusion	non	Fonds Social pour l'industrie Briquetière	Pas de solidarité	33,75€/trimestre (Netto : 135 € per jaar)
9	116 Chemie 05/08/2010 (101254) 17/02/2016 (°132744)	exclusion: entreprise disposant d'une pension complémentaire équivalente instaurée avant 01/01/2011 (wel buiten toepassing)	Non Buiten toepassing	FSE		Vanaf 01/01/ 2016: 0,85% van het aan de RSZ onderworpen loon, met een minimum van 57,41 EUR.
10	118 Voeding 05/11/ 2003(68708) Vervangen door : 17/03/2015 (126632) 15/09/2015 (130432)	exclusion: entreprise disposant d'une pension complémentaire équivalente instaurée avant 01/01/2003	Oui Buiten toepassing	Fonds 2° pilier Commission paritaire 118	Engagement de solidarité	1)Ondernemingen die <u>geen opting-out</u> toepassen: 1,52 % van referteloan: • 1,46% pensioentoezegging • 0,06% solidariteitstoezegging. Verhoogde bijdrage(keuze werkgever): 1,94%van referteloan • 1,86% pensioentoezegging • 0,08 % solidariteitstoezegging Bijdragen : omvatten alle administratieve kosten en alle kosten aangerekend door de verzekeringsinstelling, uitgezonderd bijzondere RSZ-bijdragen en eventuele taksen
						2) Ondernemingen die <u>opting-out toepassen</u> (<i>bijdragen gelden als minimale bijdragen</i>) 0,06 % solidariteitstoezegging
11	120.02 Vlas 15/06/2005 (75646) 07/12/2015 (132298)	pas d'exclusion	non	Fonds social et de garantie de la préparation du lin		Vanaf 1april 2015 (2de kwartaal 2015): werkgeversbijdrage wordt verhoogd tot <u>0,8709% op de onbegrensde brutolonen</u> aan 100%, met inbegrip van de wettelijke voorziene bijzondere bijdrage

12	121 Schoonmaak 26/09/2008 (90411) 28/01/2014 (120635).	Pas d'exclusion	non	Fonds 2e pilier de pension CP 121	Engagement de solidarité	<ul style="list-style-type: none"> • 1,52% : pensioentoezegging ; • 0,07 % : solidariteitstoezegging. $((1,52 + 0,07 + 0,13 (1,52 * 8,86\%)) = 1,72\%$ kosten voor ondernemingen
13	124 Bouw 16/11/2006 (81550) 17/04/2014 (122094) 10/12/2015 (132267)	pas d'exclusion	non	Le FSE pour les Pensions Complémentaires des ouvriers de la Construction	Engagement de solidarité	En fonction de l'ancienneté sectorielle et Pourcentage du Salaire de Référence 0 à 4 ans : 0,25% 5 à 9ans : 0,45% 10 à 14ans : 1,10% 15 à 19ans : 1,35% 20 à 24ans : 1,65% 25 à 29ans : 2,20% 30 ans ou plus : 2,65% (108 % x 1,0368 van aan RSZ onderworpen loon) Dotation complémentaire de 500€ / trimestre
14	126 stoffering houtbewerking 06/07/2015 (128826)	(1) (2)	oui sur accord de l'organisateur	Le FSE de l'Ameublement et de l'Industrie transformatrice du Bois	engagement de solidarité	En fonction du nombre d'années de service: Jusque 9 ans: 0,69% sur salaires brutes A partir de la 10e année: 1,15% sur les salaires brutes
						Les affiliés qui continuent de travailler malgré le fait qu'ils remplissent toutes les conditions pour le régime sectoriel RCC, ont droit à un versement complémentaire à partir de 58 ans : 95€/ mois complet presté
15	127 handel in brandstoffen 16/06/03 (67731) 02/09/2009 (95829)	Exclusions: entreprises disposant d'une pension complémentaire équivalente instaurée avant le 16/06/2003	Non Buiten toepassing	Fonds Social pour les entreprises du commerce de combustibles	engagement de solidarité	3% engagement de pension Vanaf 01/01/2010 :geen persoonlijke bijdrage meer
16	130 drukkerij-	Exclusion : entreprises tombant sous l'application de la CCT pour les entre-	non	Le Fonds 2 ^e pilier CP130 labeur		À partir du 01/07/2010 : 34€/trimestre <u>Aanvullende Pensioenkas</u> solidariteitsmechanisme: - bijdrage 0,07% vanaf 01.01.2016.

	01/07/2010 (100488) 17/07/2014 (122986) 01/12/2015 (131274) 18/02/2016 (ac- cord sectoriel 2015-2016) Op te volgen	prises de presse quoti- dienne conclue le 18.10.2007 n° 85853/CO/130 (AR 01.07.2008— MB 14.10.2008) ; Entreprises disposant d'une pension complé- mentaire équivalente instaurée avant 2/7/2009				De inning is als volgt vastgesteld: • 0,14% in 2017. (4 kwartalen van 2016 alsook deze van 2017- • 0,07% vanaf 01.01.2018
17	132 technische land- tuinbouwwerken 05/02/2008 (87808) 10/10/2013 (118353)	(1) (2)	Non	Fonds de pensions-second pilier CP 132	Engagement de solidarité	1,87%, soit : engagement de pension : 1,82 % (*) engagement de solidarité : 0,05% (*) RSZ bijdrage wordt toegepast op dit %
18	139 Binnenscheep- vaart 22/08/2006 (80980)	Exclusions: entreprises disposant d'une pension complémentaire équiva- lente instaurée avant 22/08/2006	Non Buiten toepassing	Fonds pour la navigation rhénane et intérieure	Pas d'engagement de solidarité	1,25%. (inclusief de toepasselijke kosten aangerekend door de pensioeninstelling, premietaksen en de socialezekerheidsbijdragen.)
19	140.01 et 140.03 Autobussen Logistiek voor rekening van der- den 17/12/2015 (132044) 17/12/2015 (132227) Validité : 17/12/2015 - DI	Pour ouvriers occupés dans les entreprises de services réguliers, régu- liers spécialisés et de services occasionnels ressortissent à la Commis- sion Paritaire du Trans- port et de la Logistique. (1)	ja	FSE pour les ouvriers des entreprises des services publics et spéciaux d'autobus et des services d'autocars Sociaal Fonds Transport en Logistiek	Engagement de solidarité	Pour 2015 : Engagement de pension : 144€/an Engagement de solidarité : 25€/ an (<u>Voor PSC 140.03:</u> CAO 17/12/2015 geleidelijke wegwerking van het verschil tussen arbeiders en bedienden in het kader van de be- staande sectorale pensioenstelsels Verhoging bijdragen zie bijlage 2 Vanaf 01/01/2016: forfaitaire bijdrage:75 EUR Er wordt gepreciseerd dat de forfaitaire trimestriële bijdrage van 75 EUR vanaf 1 januari 2016, de bijdrage van 50 EUR van toepassing bij de inrichting van het sectoraal pensioenstelsel omvat.

20	140.05 Verhuizing 21/01/2016 (132528) Validité : 01.01.2016 - DI	Employeurs appartenant au sous-secteur des entreprises de déménagement, de garde-meubles et leurs activités connexes Exclusion : les employeurs ayant déjà introduit avant le 06/05/2009 un régime de pension équivalente	ja	Fonds Social des entreprises de déménagement, garde meubles	engagement de solidarité	A partir de 2013 : Engagement de pension : 0,60% engagement de solidarité : 0,03% tweede kwartaal 2016: 1,10 % vanaf het derde kwartaal 2016: 0,85 % (exclusief de toepasselijke sociale lasten)
21	140.04 et (140.09) GRONDAFHANDELING OP LUCHTHAVENS 11/12/2009 (103819)	SCP du transport de choses par voie terrestre pour compte de tiers et SCP de la manutention de choses pour compte de tiers.	OUI	Fonds Social (FSTL)		Vanaf 01/01/2008 : minimum 0,50% van 12 x basismaandloon (0,50% is inclusief alle wettelijke lasten.) Het basis maandloon wordt als volgt berekend : basisuurloon (van december jaar voordien) x 164,67u (pro rata voor deeltijdse werknemers).n » vanaf 31/12/2010: werkgeversbijdrage wordt verhoogd met 0.25% voor zover de werkgeversbijdrage lager dan 2% blijft. Dus : 0,75 %
22	142.01 de terugwinning van metalen 13/10/2015 (131183)	(1) (2)	Non	FBZ terugwinning metalen	engagement de solidarité	Brutobijdragen : 1,80 % (minus 4, 50 % beheerskosten) Netto : Pensioentoezegging : 1,64% Solidariteitstoezegging : 0,08% (loon waarop RSZ inhoudingen worden gedaan)
23	143 zeevisserij/ 23/12/2008 (90450)	un régime sectoriel de pension en faveur des marins pêcheurs agréés. Pas d'exclusions	non	Le FSE dénommé : Zeevis-sersfonds	Pas d'engagement de solidarité	425€ /an per 200 RSZ dagen A partir du 01/01/ 2009, le montant de la cotisation sera augmenté de 1,25% des salaires bruts. De ce pourcentage, 1,15% sera affecté à la pension complémentaire.
24	144 de landbouw 05/02/2008 (87811) 01/07/2014- 25/03/2016 Klaar voor registratie	(1) (2)	non	Fonds de pensions-second pilier CP 144	Engagement de solidarité	Vanaf 01/07/2014: 1,60% PT: 1,53 % van het referteloon ST: 0,07 % van het referteloon

25	145 tuinbouwbedrijf 05/02/2008 (87814) 25/03/2016 Klaar voor registra- tie	(1) (2)	non	FSE : Fonds de pensions- second pilier CP 145	Engagement de solidarité	A partir du 1er trimestre 2014 : 1,60 % soit : Engagement de pension : 1,53 % Engagement de solidarité : 0,07 %
26	149.01 elektriciens CCT du 28/10/2015 ° (131184) Validité: 01/01/2016 - DI	Tous les ouvriers qui, au 01/01/2002 ou à une date ultérieure, sont ou étaient liés aux employeurs par un contrat de travail,	non	le FSE pour le secteur des électriciens	Engagement de solidarité	A partir du 01/01/2016: 2,10 %. De cette cotisation annuelle, 95 % sont affectés au finan- cement de l'engagement de pension et 5 % au finan- cement de l'engagement de solidarité. <u>Accord national</u> <u>2015-2016 cct N° 131064 : Art. 6. - Fonds de pension</u> <u>sectoriel</u> A partir du 1 ^{er} janvier 2016, la cotisation de 1,80 % des salaires bruts des ouvriers à 108% pour le régime de pension sectoriel, est portée à 2,10 %. <u>N.B. Les parties conviennent formellement qu'il est pos- sible de travailler avec plusieurs compagnies d'assu- rances.</u> Met ingang van 1 januari 2016 wordt de jaarlijkse bijdra- ge aan het sociaal sectoraal pensioenstelsel bepaald op 2,10 % van de bruto jaarwedde waarop inhoudingen voor de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid worden verricht.
27	149.02 koetswerk 09/10/2015 (° 130570) (Modification et coordination du Régime de pension sectoriel social Validité: 01/01/2016 - DI	Tous les ouvriers qui, au 01/01/2002 ou à une date ultérieure, sont ou étaient liés aux employeurs par un contrat de travail, (1) (2)	non	Le FSE	engagement de solidarité	A partir du 01/01/2016 : 2,20% - 4,5% de charge : soit 2,10% Engagement de pension : 2,01% Engagement de solidarité : 0,09% De totale jaarlijkse bruto bijdrage sinds 1 januari 2016: 2,20 procent van diens jaarlijks brutoloon waarop R.S.Z.- inhoudingen worden gedaan. De totale jaarlijkse bruto bijdrage per aangeslotene bij het sociaal sectoraal pensioenstelsel wordt verminderd met 4,5 % beheerkosten,

						Dus : netto bijdrage 2,10 % van jaarlijks brutoloon waarop R.S.Z.-inhoudingen worden gedaan
28	149.03 edele metalen La CCT du 13/10/2015 (131206) (Validité : 01/01/2016 - DI	Tous les ouvriers qui sont ou étaient sous contrat de travail au ou après le 1er janvier 2015 chez les employeurs. (1) (2)	non	Le FSE	engagement de solidarité	Vanaf 01/01/2016: 0,8% - 4,5% = soit 0,76%: engagement de pension:0,73% engagement de solidarité:0,03%
29	149.04 metaalhandel 29/04/2014 (122704) (122688) (La CCT du 09/10/2015 n° 130427 Accord National 2015 - 2016	Tous les ouvriers qui sont ou étaient sous contrat de travail au ou après le 1er janvier 2015 chez les employeurs. (1) (2)	Non Buiten toepassing	Le FSE	engagement de solidarité	2,10% : soit : - Régime sectoriel social : 1,92% Plus cotisation unique additionnelle : 500€ (voir condition) - Engagement de solidarité : 0,9%
30	207 scheikundige nijverheid 05/08/2010 (101256) CCT du 16/06/2015 n° 129067 Accord sectoriel 2015- 2016 art.5 17/02/2016 (132746) Validité : 01.01.2016 - DI	Exclusions: Entreprises disposant d'une pension complémentaire équivalente instaurée avant 01/01/2011	Non Buiten toepassing	FSE FBZ voor het sectoraal pensioenstelsel voor de bedienden van PC 207		Vanaf 01.01.2016 : 0,85% van aan de RSZ onderworpen loon, meteen minimum van 57,41 € <i>verhoging pensioentoeelage op 1 januari 2016 wordt voor het 1e trimester van 2016 gefinancierd door de pensioentoeelage enkel voor het 2e, 3e en 4e trimester van 2016 te brengen op 0.96% van het aan de RSZ onderworpen loon, met een minimum van 57,41 EUR".</i>
31	209 metaal-fabrikaten-nijverheid	Exclusion :les travailleurs qui bénéficient déjà d'une pension légale de retraite et qui continuent d'exer-	Buiten- Toepas- sings- gebied	l'ASBL«pension complémentaire employés du métal »		A partir du 01/01/2013 : 1,97% soit : - 1,80% pour allocation de pension - 0,17% au fonds de nivellement.

	CCT du 04/11/2013 n° 118405 24/09/2007 sectoraal akkoord 9/11/2015 artikel 12	cer leurs activités ; (1) (2)	Opting out Geen nieuwe opting out na 01/04/2011	VZW Aanvullend Pensioen Bedienden Metaal		<i>Berekend op aan RSZ aangegeven lonen(inclusief enkel en dubbel vakantiegeld)</i> Een paritaire werkgroep
32	216 Notarisbedienden 15/06/2015 (128569)	1)pension complémen- taire pour les employés occupés chez les notaires financée par la voie de répartition 2)pension complémen- taire pour les employés occupés chez les notaires financée par la voie de la capitalisation Exclusions:Pension d'entreprise équivalentes instaurées avant 01/01/1986. (1)	Non Buiten toepassing	Le FSE du notariat		Het jaarlijkse bedrag van de premies is - voor de aangeslotene, op 1 januari 2012, verhoogd van 1%S naar 1,55% S; - voor de inrichter gelijk aan 4,25% S. waarbij: S = het salaris onderworpen aan de RSZ. De premie ten laste van de inrichter wordt aangewend voor een kapitaallevens. De premie ten laste van de aangeslotene wordt aange- wend voor een kapitaallevens en, overlijden. .
33	220 voeding 16/04/2012 (109446) 14/09/2015 (130023)	Possibilité d'Exclusion : entreprises qui au 1/01/2012 ont un régime de pension d'entreprise pour tous les employés	Non Buiten toepassing	Fonds 2e Pilier CP220	engagement de solidarité	<u>À partir du 1^{er} trimestre 2016 :</u> 0,88% (engagement de pension) 0,04% (engagement de solidatité) Soit cotisation à percevoir par ONSS : 0,92%
34	226 Internationale handel 04/04/2006 (79875) 13/09/2007 (85114)	Exclusion : entreprises qui 31/12/ 2006 ont un régime de pension com- plémentaire propre	Non Buiten toepassing	Fonds Social de la CP pour les employés du com- merce international, du transport et des branches d'activité connexes		De totale bijdrage wordt vastgesteld op 0,88 % . van het loon. Deze bijdrage omvat aile administratieve kosten, inclusief alle kosten aangerekend door pensioeninstelling en de inrichter. Deze bijdrage bevat niet de RSZ-bijdrage voor aanvullende pensioenen noch de toepasselijke taksen."

	07/09/2009 (95867)					
35	301.01 haven Antwerpen 18/06/2012 (110226) 26/05/2014 (122858) 02/05/2015 (126237)	Les travailleurs portuaires du contingent général; les travailleurs portuaires du contingent logistique et les gens de métiers	non	Le FSE "Compensatiefonds voor Bestaanszekerheid — Haven van Antwerpen"	Engagement de solidarité	Voor de lonen vanaf 1 juli 2014: 1,3% van de brutolonen vermeerderd met de aanvullende brutolonen en de enkelvoudige vakantiegelden,+ 1,85% van de brutolonen: 3,15 %
36	302 hotelbedrijf 28/06/2012 (110552) 01/10/2014 (123952)	Exclusion : entreprises où il existe au 22 juin 2011 un régime de pension d'entreprise Buiten toepassingsgebied	non	Fonds Deuxième Pilier CP302	engagement de solidarité	Vanaf 1 ste trimester 2015 <u>Pensioentoezegging:</u> Bijdragepercentage voor de pensioentoezegging, exclusief RSZ: 0,88 % van het referteloon Bijdragepercentage te innen door de RSZ, exclusief RSZ bijdrage: 0,92 % van het referteloon <u>Solidariteitstoezegging:</u> 0,04 % van het referteloon Bijdragepercentage te innen door de RSZ, inclusief RSZ bijdrage: 1 % van het referteloon <i>De brutolonen voor de arbeiders worden berekend aan 108% en de brutolonen voor de bedienden worden berekend aan 100%.</i>
37	304 Vermakelijkheidsbedrijf 05/07/2005 (80946) 03/12/2008	organisations ou institutions ressortissants à la CP du spectacle et qui satisfont à une des conditions suivantes : • une personne morale ayant siège social en	oui	Sociaal Fonds voor de Podiumkunsten van de Vlaamse Gemeenschap		jaarlijkse bruto bijdrage: 1,5 % . van aan RSZ aangegeven bruto jaarwedden

	(91037)	Région flamande; • une personne morale ayant siège social en Région de Bruxelles-Capitale et inscrite auprès de l'ONSS sur le rôle linguistique néerlandophone				
38	317 Bewakings- diensten/ 13/11/2014 (124772) 30/06/2016 Klaar voor registra- tie	pas d'exclusion	non	FSE Gardiennage	engagement de solidarité	<u>Pensioentoezegging</u> : vanaf 1 januari 2014 bijdrage : 0,50% van de lonen van de aangeslotenen (bijdrage moet verhoogd worden met sociale lasten en taksen) <u>Solidariteitstoezegging</u> : 4.4% van de pensioentoeelage die in uitvoering van het sectoraal pensioenstelsel verschuldigd is
	NON PROFIT					
39	318.02 Gezins-en bejaar- denhulp Vlaamse Gemeen- schap 23/02/2011 (104291) 06/03/2014 (121527) CAO 03/03/2016 neergelegd	(1) (2) (3)	non	le fonds social 318.02 de financement du second pilier de pension		Voor 2015 : 0,22 % per kwartaal van brutobedrag van bezoldigingen, voor inhouding van de persoonlijke RSZ-bijdragen 0,21% / trimestre (en projet pour 2016) Supplément unique (eenmalige premie): Pour 2014 : 30€ / trimestre et 12€ / trimestre (voir condi- tions)
40	319.01 Opvoedings- inrichtingen Vlaamse gemeen- schap 07/02/2011 (103513) 24/03/2014	(1) (2) (3)	non	le fonds social 319.02 de financement du second pilier de pension		Voor 2015 : 0,22 % per kwartaal van brutobedrag van bezoldigingen, voor inhouding van de persoonlijke RSZ-bijdragen Supplément unique(eenmalige premie) : Pour 2014 : 30€ / trimestre et 12€ / trimestre (voir condi- tions)

	(122422) 27/05/2015 (127422) CAO 22/02/2016 neergelegd					
41	327.01 Beschutte werk- plaatsen Sociale werkplaat- sen Vlaamse Gemeen- schap 15/02/2011 (103901) 05/02/2013 (113966) 13/10/2015 (131225) CAO 22/03/2016 neergelegd	(1) (2) (3)	non	le fonds social 327.01 de financement du second pilier de pension		Voor 2015 : 0,22 % per kwartaal van brutobedrag van bezoldigingen, voor inhouding van de persoonlijke RSZ- bijdragen Supplément unique (eenmalige premie) Pour 2014 : 30€ / trimestre et 12€ / trimestre (voir condi- tions)
42	329.01 Socio-culturele sector Vlaamse Gemeen- schap 01/03/2011 (103968) 11/02/2013(11396 2) 02/04/2014 (123376) CAO 18/02/2016 neergelegd	(1) (2) (3)	non	Fonds social 329.01 de financement du second pilier de pension		Voor 2015 : 0,22 % per kwartaal van brutobedrag van bezoldigingen, voor inhouding van de persoonlijke RSZ- bijdragen. Supplément unique (eenmalige toelage) Pour 2013 : 30€ / trimestre et 13,50€ / trimestre (voir conditions)
43	331 Vlaamse Welzijn- en gezondheid 07/02/2011 (103526)	(1) (2) (3)	non	le fonds social 331 de financement du second pilier de pension		Voor 2015 : 0,22 % per kwartaal van brutobedrag van bezoldigingen, voor inhouding van de persoonlijke RSZ- bijdragen. Supplément unique (eenmalige toelage) Pour 2014 : 30€ / trimestre et 12€ / trimestre (voir condi-

	11/12/2014 (125647) 01/06/2015 ° (127821)					tions)
44	323 Beheer gebouwen 25/10/2011 (107534) 11/12/2013 (120268) 25/06/2014 (122998)	Exclusions : a) travailleurs sous contrat de travail d'étudiant b) travailleurs déclarés via la DMFA dans les catégories ONSS 037, 112 et 113 sous le code travailleurs 035 et 439. (2)	NON	Le Fonds deuxième pilier CP323	engagement de solidarité	A partir du 01/01/ 2015 : • 2,62% de la masse salariale brute pour le Fonds de pension • 0,15% de la masse salariale brute destiné à l'engagement de solidarité A partir du 01/01/ 2016 : Vanaf 1 januari 2016 :3,5 % (inclusief de bijdrage van 8,86% (= bijzondere bijdrage op de aanvullende pensioenen bestemd voor de RSZ). Vanaf 1 januari 2016 : kwartaalbedrag patronale bijdrage vastgesteld op • 3,06 % van de bruto loonmassa voor pensioentoezegging, • 0,18 % van de bruto loonmassa voor de solidariteits-toezegging.
45	324 Diamant 12/09/2008 (89342) 11/03/2014 (121180)	exclusion des employés technique	non	Fonds de Compensation Interne pour le secteur du diamant	Pas d'engagement de solidarité	Vanaf 1/01/ 2014: <u>voor arbeiders jonger dan 56 jaar</u> 3% van 110% van bruto jaarloon waarop RSZ inhoudingen worden verricht <u>voor arbeiders van 56 jaar of ouder:</u> 9% van 110% van het bruto jaarloon waarop inhoudingen voor de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid worden verricht, Deze bijdrage wordt verminderd met de fiscale en parafiscale lasten en de door de pensioeninstelling aangerekende beheerstoelagen.
46	326 Gas- en elektriciteit	1) travailleurs auxquels la CCT du 29/09/ 2003 relative aux conditions de travail et de salaire s'applique 28/05/2015 (127426)	Non (pour les entreprises bien déterminées) Oui (pour les autres	Le FSE de l'industrie du Gaz et de l'Electricité	engagement de solidarité	<u>A) Werknemers die vallen onder cao 29/09/2003:</u> <u>1) Pensioentoezegging</u> <u>Persoonlijke bijdrage van deelnemers:</u> op jaarbasis gelijk aan : • <u>0,875 % (taksen inbegrepen)</u> van het deel van de jaarlijkse referentiebezoldiging <i>T</i> op 1/01 dat het bezoldigingsplafond <i>T 1</i> niet overschrijdt;

		<p>2) membres du personnel auxquels s'applique la CCT du 02/12/ 2004 relative à la garantie des travailleurs de la branche d'activité électricité et gaz en service au 31 décembre 2001</p> <p>28/05/2015 (127425)</p>				<p>verhoogd met</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>2,625 % (taksen inbegrepen)</u> van het deel van diezelfde bezoldiging dat het plafond overschrijdt. <p>2) <u>Solidariteitstoezegging</u> bedrag van de pensioentolagen bedraagt, taksen inbegrepen:</p> <p><u>werknemers < dan 5jaar sectoranciënniteit :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>2,625%</u> van gedeelte van jaarlijkse referentiebezoldiging T op 1 januari, dat bezoldigingsplafond T1 niet overschrijdt; - <u>7,875%</u> van gedeelte van diezelfde bezoldiging T dat dit plafond overschrijdt.
						<p><u>werknemers met minstens 5jaar en < 10 jaar sectoranciënniteit :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>2,7563%</u> van het gedeelte van de jaarlijkse referentiebezoldiging T op 1 januari, dat bezoldigingsplafond T 1 niet overschrijdt; - <u>8,2688%</u> van het gedeelte van diezelfde bezoldiging T dat dit plafond overschrijdt. <p><u>werknemers die minstens 10jaar sectoranciënniteit:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>2,8875%</u> van het gedeelte van de jaarlijkse referentiebezoldiging T op 1 januari, dat het bezoldigingsplafond T1 niet overschrijdt; - <u>8,6625%</u> van het gedeelte van diezelfde bezoldiging T dat dit plafond overschrijdt <p>B)° <u>Werknemers die vallen onder cao 02/12/2004 :</u> Pensioenbijdrage : De jaarlijkse bijdrage, taksen inbegrepen: $0,6\% \cdot X \cdot T \cdot cot1 + 4,6\% \cdot X \cdot T \cdot cot2$ <i>Tcot 1:</i> deel van de referentiebezoldiging dat lager ligt dan of gelijk is aan het grensbedrag dat in aanmerking genomen wordt door de sector "pensioenen" van de sociale zekerheid voor de berekening van het wettelijke rustpensioen; <i>Tcot t2</i> stemt overeen met het deel van de referentiebezoldiging hoger dan dit grensbedrag.</p>

47	328.01 Stads-en Streek- vervoer Vlaams Gewest <hr/> 04/04/2006 (80433) 03/07/2015 Wijziging pen- sioenreglement Delta-regeling Nog niet geregi- streerd	werknemers Vlaamse Vervoermaatschappij DE Lijn	non	Stads-en Streekvervoer Vlaams Gewest		<u>Jaarlijkse werknemersbijdrage</u> <i>De werknemersbijdrage is gelijk aan volgende percenta- ges respectievelijk toegepast op het gedeelte van het pensioensalaris beperkt het Pla- fond (SAL1) en het gedeelte van het pensioensalaris dat het Plafond overschrijdt (SAL2).</i> <u>Onder het Plafond</u> : 0,5 % <u>Boven het Plafond</u> : 3 % hetzij 0,5 % + 3 % SAL 2. <u>Jaarlijkse bijdrage van de onderneming</u> voor 2007 : een vast bedrag ten belope van 23,28 € (<i>plafond</i> : <i>Betekent het maximum bedrag dat op 1 januari van betrokken jaar in aanmerking genomen wordt voor de berekening van ouderdomspensioenen toegekend door de Belgische Sociale Zekerheid voor werknemers</i>)
48	328.03 Stads-en Streek- vervoer Brussels Hoofdste- delijk Gewest <hr/> 14/10/2009 (109436) 14/10/2009 (109437)	Membres du personnel de la STIB en service à partir du 01/01/2006. Les membres du personnel entrés en service avant cette date peuvent opter pour son application. Exclusions : les membres du personnel qui bénéfi- cient de l'assurance de groupe souscrite auprès de la société.		STIB		<u>Membres du personnel engagés avant le 01/01/1995</u> : 1% à partir du 01/01/2006(facultatif) + 0,25% par la STIB; <u>Membres du personnel engagés dans la période 1995 - 23/10/2006</u> : choix : 1% à partir du 01/01/2007 plus 0,25% par la STIB après 11 années de service ; <u>Membres du personnel engagés à partir du 24/10/2006</u> : 1% à partir du 01/01/2007 plus 0,25% par la STIB après 11 années de service.
		Allianz (anciennement Assubel) ; les membres du personnel de direction				
49	330 Gezondheids- diensten	Champ d'application spécifique	non	Le fonds d'épargne secto- riel des secteurs fédéraux -----		eenmalige toelage op de individuele pensioenrekening gestort voor het jaar 2014. valutatatum : 1 januari 2015.

	13/12/2010 (103537) 08/06/2015 (127860)			Sectoraal Spaarfonds van de federale sectoren		toelage voor 2014 : maximaal 10 € per rechtgevend trimester in periode tussen 01/01/2014- 31/12/ 2014 voorwaarden : <ul style="list-style-type: none"> • aangeslotene is in 2014 door een arbeidsovereen- komst verbonden was met een organisatie waarop het pensioenreglement van toe- passing is • én in periode tussen 01/01/2014- 31/12/2014 gedu- rende minstens twee opeenvolgende trimesters door arbeidsovereen- komst verbonden was met een organisatie waarop het pensioenreglement van toe- passing is.
--	--	--	--	--	--	---

- (1) Exclusion: les travailleurs liés par un contrat de travail intérimaire ; les apprentis ; les travailleurs liés par un contrat dans le cadre d'un plan de formation, de recyclage ou d'insertion dans le monde du travail.
- (2) Exclusion : les employeurs établis hors de Belgique dont les travailleurs sont détachés en Belgique au sens des dispositions du titre II du règlement CEE n° 1408/71 du Conseil.
- (3) Exclusions : ; personnes occupées dans le cadre de l'article 60, § 7 de loi organique des CPAS du 8 juillet 1976 et occupées dans le cadre de l'article 78 de l'AR du 25 novembre 1991 sauf si un contrat de travail a été conclu ; travailleurs exerçant une activité alors qu'ils bénéficient déjà d'une pension légale de retraite ; journalistes professionnels agréés pendant la période entrant en considération pour la pension légale complémentaire pour les journalistes professionnels agréés, régie par l'AR du 27 juillet 1971 (MB du 20/08/1971) ; coopérants d'organisations non gouvernementales belges travaillant à l'étranger et affiliés à l'Office de sécurité sociale d'outre-mer ; travailleurs non soumis à l'ONSS, qui font occasionnellement du travail socio-culturel.